

Déclaration de Presse des organisations de la société civile réunies au sein du cadre de concertation et d'actions citoyennes

Depuis bientôt huit (8) mois, la société civile nigérienne est en lutte contre les mesures antisociales contenues dans la loi de finances 2018, contre les velléités autoritaires du régime en place et contre l'aliénation de la souveraineté nationale. Cette lutte, nous entendons la poursuivre par tous les moyens légaux jusqu'à la victoire, car il y va de la survie même du Niger, de son peuple et de sa démocratie, de la sauvegarde de la souveraineté de notre pays et de notre dignité individuelle et collective.

Cette lutte est une lutte dont nous n'avons pas le choix ; elle s'impose à tous pour ces raisons évidentes :

1-En dépit du tollé général suscité par le projet de loi de finances 2018, le gouvernement de Issoufou Mahamadou, fort de sa majorité mécanique au parlement, s'est obstiné à refuser tout dialogue avec les organisations de la société civile nigérienne ; montrant ainsi à la face du monde entier sa volonté d'imposer aux populations un train des mesures d'austérités inédit depuis la période sombre des programmes d'ajustement structurel pilotés par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale ;

2-Outre son refus obstiné de dialogue avec les organisations de la société civile, le gouvernement de Issoufou Mahamadou a continué à nier effrontément les graves conséquences prévisibles et même désormais évidentes de la loi de finances 2018 sur les revenus et les conditions de vie de toutes les couches de la population nigérienne, et en particulier les plus vulnérables d'entre elles (renchérissement des factures d'eau et d'électricité, du prix des denrées alimentaires, des tarifs de transport de personnes et de marchandises) ;

3-En dépit de l'état de déliquescence patent des services sociaux de base, notamment les services de santé et le système éducatif public, et nonobstant la persistance de l'insécurité alimentaire sur l'ensemble du territoire, le gouvernement s'obstine, non seulement à refuser de réduire le train de vie de l'état pendant que la France de Macron s'y attèle et de maintenir des cadeaux fiscaux en faveur des compagnies de téléphonie mobile et aux vendeurs d'hydrocarbures, mais aussi à rejeter

catégoriquement toute idée de hausse de la part des ressources budgétaires allouées aux secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'élevage, aux mépris des dispositions pertinentes de l'article 153 de la constitution du 25 novembre 2010 qui les érige au rang des priorités ;

4- Entre janvier et juin 2018, notre pays a enregistré un nombre record de manifestation de la société civile interdites ou étouffées par un déploiement massif des forces de l'ordre, un nombre impressionnant d'arrestations et d'interpellations arbitraires dans les rangs des acteurs de la société civile, et des scolaires et étudiants, de fermetures et occupations périodiques des locaux des médias indépendants et des sièges d'organisations de la société civile. Ce mouvement répressif du droit fondamental et reconnu qu'est la liberté d'expression est un signe incontestable de la dérive autoritaire en cours dans notre pays, une dérive autoritaire tolérée ouvertement par les puissances impérialistes, en particulier la France dont l'armée se pavane tranquillement dans les rues de nos villes et villages et dont les entreprises (Orano, Satom, Bolloré, Total et Orange) se livrent à un pillage éhonté de nos ressources ;

5- Quoiqu'en pensent Emmanuel Macron et les autres leaders politiques occidentaux qui semblent trouver en Issoufou Mahamadou le prototype idéal de dirigeant Africain, car engagé dans toutes les causes chères à l'impérialisme, en particulier la lutte contre les migrations et contre le terrorisme, il reste que le Niger est aujourd'hui loin d'être un état de droit, mais plutôt un pays où la justice est inféodée à l'exécutif, un pays où aucune institution de la république ne fonctionne, un pays sous occupation des forces étrangères, un pays où des trafiquants notoires de drogue sont reçus et écoutés avec respect dans tous les salons du pouvoir, un pays où le ministre de finances a été pris par deux fois en flagrant délit de complicité de fraude au profit d'Areva, un pays où les contrats des milliers des contractuels ont été licencié sous prétexte d'une évaluation, un pays où le gouvernement peut faire déguerpir les milliers de personnes de leurs villages, détruire les centaines des kiosques appartenant à des paisibles citoyens qui tentent vaille que vaille de survivre dans un contexte économique morose, orchestrer les rafles sous prétexte de la lutte contre le terrorisme ou la migration clandestine, un pays où le moindre

détenteur d'une charge publique peut en abuser à sa guise comme il veut en toute impunité ;

6-Aujourd'hui le Niger est donc à la croisée des chemins et son peuple est mis au défi de se mobiliser comme par le passé pour défendre la souveraineté nationale confisquée, les acquis démocratiques remis en cause et les libertés publiques bafouées. Cette mobilisation populaire à laquelle nous en appelons doit être la plus massive possible ; elle doit être inclusive et pacifique pour démentir les propos de Issoufou Mahamadou tendant à faire croire que seule une minorité est opposée à sa politique d'austérité et de bradage de la souveraineté et de ressources du pays. Cette mobilisation populaire, citoyenne et républicaine doit être à la hauteur de l'arrogance et de la suffisance affichées par Issoufou Mahamadou, sa clique locale et par ses maîtres occidentaux ;

7-Aussi, eu égard à ce qui précède, le collectif des organisations de la société civile réunie au sein du cadre de concertation et d'actions citoyennes, invite tous les citoyens et citoyennes à se demander ce qui adviendrait de ce pays si nous baissions les bras face à la dérive autoritaire du régime de Issoufou Mahamadou qui se plaint à se poser en victime d'une menée prétendument putschiste. L'heure est venue pour chaque citoyen et chaque citoyenne de se demander s'il est personnellement prêt à endurer les injustices quotidiennes de ce régime :

Qui brade nos ressources naturelles aux compagnies étrangères,

Qui expulse des milliers de personnes de leurs villages et des sites aurifères,

Qui détruit des milliers de kiosques et boutiques,

Qui orchestre une chasse indigne aux migrants,

Qui, pour servir les intérêts géopolitiques et économiques de puissances étrangères, apporte des réponses sécuritaires et répressives à des problématiques structurelles fondamentales pour l'avenir du Niger, d'ordre politique, économique et social ;

8-Décide de lancer un appel vibrant à tous les citoyens et les citoyennes pour se mobiliser comme un seul homme afin de sortir massivement le dimanche 24 Juin 2018 à partir de 08h, afin d'exprimer, de manière

pacifique et responsable, notre ferme volonté de ne pas se laisser imposer une loi de finances antisociale et impopulaire et de combattre avec force la mauvaise gouvernance et l'instauration d'une pensée unique dans notre pays, en ayant à l'esprit que c'est de la résignation des opprimés face aux injustices quotidiennes que se nourrissent, partout dans le monde les régimes dictatoriaux.

Fait à Niamey le mercredi 20 juin 2018